

II – MODIFICATION DES PRODUCTIONS ET DES CONDITIONS DE PRODUCTION

Nature de la modification :

- variation des effectifs animaux
 variation des surfaces
 évolution de la nature des productions

Motifs de la modification :

Tableau récapitulatif des modifications dans la cas d'une évolution des productions ou de la nature des productions :

	Prévu dans le PE		Description de la modification prévue		Année d'effet
Variation (±) de SAU :	ha	Type de culture : _____ _____	ha	Type de culture : _____ _____	20 _ _ _
	ha	Type de culture : _____ _____	ha	Type de culture : _____ _____	20 _ _ _
	ha	Type de culture : _____ _____	ha	Type de culture : _____ _____	20 _ _ _
Variation (±) de cheptel	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	20 _ _ _
	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	20 _ _ _
	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	Effectif :	Type d'animaux : _____ _____	20 _ _ _
Activité (préciser la nature)	Activité :	Volume : _____ _____	Activité :	Volume : _____ _____	20 _ _ _
	Activité :	Volume : _____ _____	Activité :	Volume : _____ _____	20 _ _ _
	Activité :	Volume : _____ _____	Activité :	Volume : _____ _____	20 _ _ _
	Activité :	Volume : _____ _____	Activité :	Volume : _____ _____	20 _ _ _

III – MODIFICATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS**Capacité d'autofinancement réalisée l'année précédente :** **Modification de la réalisation d'un investissement prévu au PE :**

Type d'investissement concerné (renouvellement ou développement)	Description de l'investissement	Motifs de la modification	Date initiale de réalisation	Type de demande (report ou anticipation)	Date prévue de réalisation

 Modification de la réalisation d'un investissement non prévu au PE :

Type d'investissement concerné (renouvellement ou développement)	Description de l'investissement	Motifs de la modification	Montant du nouvel investissement	Date prévue de réalisation	Mode de financement

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je déclare :

- avoir élaboré le plan d'entreprise, ci-joint, sous ma propre responsabilité,

Je m'engage :

- à m'installer comme chef d'exploitation et mettre en œuvre mon plan d'entreprise dans un délai de 9 mois à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation et dans un délai de 24 mois (ou 36 mois pour les PPP validés avant le 1er janvier 2015) à compter de la validation de mon PPP (ou de l'agrément de mon PPP en cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole)
- à être agriculteur actif, au sens de l'article 9 du règlement (UE) n°1307/2013, dans un délai de 18 mois à compter de la date d'installation,
- à exercer une activité professionnelle en qualité de chef d'exploitation agricole pendant une durée minimale de 4 ans à compter de la date de mon installation,
- à effectuer les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement et à satisfaire aux normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux
- à tenir pendant 4 ans une comptabilité de gestion conforme aux normes du plan comptable agricole. En cas d'installation sociétaire, la société se substitue au jeune pour la tenue de cette comptabilité de gestion,
- à mettre en œuvre les actions aux titres desquelles j'ai bénéficié d'une modulation du montant de ma dotation jeunes agriculteurs,
- à m'installer et à réaliser mon projet conformément aux informations fournies dans mon plan d'entreprise et à informer l'autorité de gestion des changements intervenant dans la mise en œuvre de mon projet (modification technico-économique, diminution du revenu agricole dans le revenu professionnel global, évolution du nombre d'actifs sur l'exploitation, réorientation des investissements, changement du statut juridique de l'exploitation...),
- à respecter les engagements du plan d'entreprise et se conformer aux obligations liées aux vérifications et contrôles administratifs relatifs à sa mise en œuvre
- à respecter les conditions inhérentes à la forme d'installation choisie : revenu agricole au moins égal à 50 % de mon revenu professionnel global dans le cadre d'une installation à titre principal, revenu agricole au moins égal à 30% de mon revenu professionnel global dans le cadre d'une installation à titre secondaire, revenu disponible agricole au moins égal à 50 % de mon revenu professionnel global au terme de la 4ème année du plan d'entreprise dans le cadre d'une installation progressive
- en cas d'installation progressive, ne plus relever du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles à titre dérogatoire au terme de la 4ème année du plan d'entreprise.
- en cas de bénéfice des aides FEADER, s'engager à respecter les obligations d'information et de publicité conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014.
- en cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole, à acquérir un diplôme ou titre de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel option « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet professionnel option « responsable d'exploitation agricole » dans un délai de 3 ans à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation et à valider mon Plan de Professionnalisation Personnalisé
- à fournir mon étude économique détaillée ou toutes autres pièces nécessaires à l'instruction de ma demande, si la demande m'en est faite par les services instructeurs des aides à l'installation
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant la durée des engagements et à l'issue du plan d'entreprise

Je suis informé(e)

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières. Il pourra également être procédé à un déclassement des prêts MTS-JA,
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à _____ le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature(s) du demandeur et des associés exploitants en cas d'installation sociétaire :

MENTIONS LEGALES

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous adressez ce formulaire.

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demande concernée	Pièce jointe	Sans objet
Le formulaire de demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Plan d'entreprise (PE) modificatif complété et signé	Dans le cas d'une demande d'avenant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lettre de la banque	Si demande de prêts bonifiés MTS-JA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des actes relatifs au foncier et aux bâtiments d'exploitation (promesse de vente ou de location, justificatifs de propriétés, baux déjà détenus etc...)	Tous, en cas de modification du parcellaire (nouvelles parcelles, fin de bail, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du projet des statuts de la nouvelle société créée ou des statuts de son évolution pour les sociétés existantes	Candidats s'installant au sein d'une société, en cas de changement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de promesse de cession des parts	Candidats s'installant au sein d'une société existante par la reprise de parts sociales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>